

L'ÉCLOSION

Probable sommet des présidents de l'AES à Niamey

La nouvelle monnaie des États du Sahel, déjà dans le pipeline



Éditorial

Raisons d'espérer

Ibrahim YERO

Notre force, ayons-en conscience constamment, est dans notre unité. Pendant plus de 10 ans, nous n'avons pu venir à bout de la gouvernance catastrophique du Pnds-Tarayya parce que nous étions divisés. En revanche, nous avons pu maintenir le Cnsp malgré les menaces monstres de la France et sa Cédéao parce que nous sommes unis. A partir de ces deux exemples, nous ne devons ni ne pouvons plus nous tromper de combat encore moins d'adversaire. Ce, d'autant plus que le Général Tiani et ses camarades nous ont débarrassé d'une gangrène sociale pire que le cancer dans le corps humain alors que nous étions désarmés face à un régime qui nous brimait, nous humiliait, nous piétinait à longueur de journée, de mois et d'année.

Mieux, aujourd'hui, nous avons l'espoir d'un lendemain meilleur, l'espoir d'une refondation de la république pour tourner définitivement le dos à l'instabilité politique et la dictature pour amorcer le progrès, le développement de notre beau Pays. Ce nouvel espoir, qu'on l'admette ou non, ... Suite P. 2

Lentement mais sûrement...

Le Niger tend vers son indépendance énergétique

L'insécurité routière

La route tue au Niger : près de 1 500 morts en 2022

*Entretien avec Nouhou Boureima, opérateur économique
« on est vraiment entre 20 à 30 Milliards FCFA de perte enregistrée au niveau du port de Cotonou. »*

Suspension des salaires dans certaines institutions

La misère gagne les familles

Réunion de haut niveau à Bamako

Les pays de l'AES dévoilent de grandes ambitions pour le Sahel

Par : A. Razak Harouna

En dépit du contexte économique et sécuritaire qui prévaut dans l'espace sahélien, les chefs d'Etat des trois pays membres de l'Aes (Alliance des Etats du Sahel) trouvent nécessaire d'apporter des solutions concrètes pour que leurs peuples puissent retrouver le bonheur et la prospérité. C'est effectivement dans cette logique qu'a eu lieu le 25 novembre 2023, à Bamako (Mali), la première rencontre ministérielle des pays membres de l'Aes sur le développement économique dans l'espace du Liptako-Gourma.

La délégation nigérienne était conduite par Mr Boubacar Saidou Moumouni, ministre délégué auprès du ministre des Finances.

La rencontre ministérielle s'est tenue après que des experts aient mené des travaux du 23 au 24



novembre 2023 au centre international des conférences de Bamako (CICB).

Les experts ont eu au centre de leurs échanges les thématiques suivantes : les échanges commerciaux, circulation des personnes et des biens dans l'espace Aes, sécurité alimentaire, sécurité énergétique, transformation industrielle, potentialités et perspectives,

financement, intégration économique, artisanal réglementaire et réformes nécessaires.

Après deux jours de réflexion, les experts ont soumis aux ministres leurs travaux, les ministres en ont pris acte, examiné et formulé plusieurs recommandations dont entre autres : L'accélération de la mise en place de l'architecture juridico-institutionnelle et des

mécanismes de financement des instances de l'Aes ; l'amélioration de la libre circulation des personnes dans l'espace de l'Aes ; le renforcement de la fluidité et de la sécurité des corridors d'approvisionnement en luttant notamment contre les pratiques anormales et les tracasseries dans l'espace de l'Aes ; L'accélération de la mise en œuvre des projets et programmes énergétiques, agricoles, hydrauliques, de réseaux de transports routier, aérien, ferroviaire, fluvial dans les États de l'Aes ; la création d'une compagnie aérienne commune des États de l'Aes ; la mise en place d'un fonds pour le financement de la recherche et des projets d'investissement et en matière des substances énergétiques notamment à partir de l'exploitation des ressources minières, la création d'un fonds de stabilisation et d'une banque d'investissement de l'Aes...

L'ÉCLOSION

Suite de l'éditorial

nous le devons bien au Cnsp et au gouvernement. Nous pouvons donc dire que les Forces de défense et de sécurité (FDS) en prenant le pouvoir ont joué leur partition, à nous de jouer la nôtre. Dans la situation actuelle de notre pays, il se trouve que la responsabilité individuelle est plus importante que la responsabilité collective. Je m'explique !

Le Cnsp qui a pris le pouvoir le 26 juillet a été créé après la prise du pouvoir. Cela veut dire que les membres de cette instance n'ont pas été préparés à assumer les responsabilités qui leur sont subitement tombées sur les épaules. Ils doivent, par conséquent, faire appel à leur génie, s'informer, s'entourer des bons gens, tituber, hésiter, se tromper, rattraper, bref, ils ont besoin d'un peu de temps pour être au niveau que le peuple peut souhaiter de ses gouvernants. Mais ils ont surtout besoin de l'accompagnement, de la compréhension de chaque patriote qui n'a que le Niger pour priorité. Cet accompagnement et cette compréhension peuvent se résumer

en la capacité de chacun d'entre-nous de faire preuve de résilience, de patience, de capacité à nourrir la flamme de l'espoir en lui et autour de lui. Ce dernier point est assez crucial quand il est de notoriété publique que seul l'espoir permet de trouver les ressources nécessaires pour surmonter les défis, vaincre les obstacles et aller toujours de l'avant. Pour faire terre à terre, au lieu de dire « on n'est pas sorti de l'auberge », il faut plutôt dire, « on a parcouru un long chemin déjà et la route est prometteuse ». Cela est très important surtout en ce moment précis où nos ennemis interne et externe sont en embuscade attendant le moindre faux pas pour nous foudroyer et nous ramener dans l'enclos esclavagiste que nous tentons difficilement déjà de quitter. Vous les entendez prophétiser le malheur pour semer le doute dans l'esprit des patriotes parce qu'ils savent qu'avec le doute, l'Homme ne peut rien réaliser de bon. Vous les entendez prédire leur retour imminent aux affaires alors même qu'ils n'avaient pas pu empêcher leur déchéance pendant qu'ils avaient l'intégralité de l'appareil d'Etat entre leurs mains et s'en

servaient comme bon leur semblait. Ils le disent pour semer le doute, pour nous détourner de nos priorités. Heureusement, la société civile qui avait commencé à tomber dans le piège s'en est vite rendu compte en revenant à de meilleurs sentiments en témoigne la déclaration du Front patriotique pour la souveraineté dimanche dernier.

Chaque Nigérien et chaque Nigérienne doit se dire et se convaincre que de son soutien individuel dépend la transition militaire et donc l'avenir du pays. Chacun, au lieu de se dire que les choses se passent mal parce qu'elles ne se passent pas comme il veut doit plutôt se demander s'il avait autant d'espoir avant le renversement de l'ancien régime que maintenant.

Du reste, de raisons d'espérer, nous en avons à en revendre. Non seulement, depuis qu'ils sont aux commandes de l'État, toutes les grandes décisions prise par le Général Tiani et ses camarades portent le label de la sauvegarde de la patrie, de la reconquête de la souveraineté et de la préservation des intérêts vitaux du Niger et de son Peuple. N'est-ce pas là, ce

qu'une population attend le plus de ses autorités et qui a tant fait défaut à l'ancien régime prétendument démocratique ?

Aussi, l'espoir est grand avec l'implication du Président du Cnsp dans l'Alliance des Etats du Sahel (AES) que nous saluons de toutes nos forces. Nous n'avons donc pas le droit de mettre mal à l'aise notre Président devant ses pairs du Mali et du Burkina en exprimant le moindre doute sur la bonne foi du Général Abdourahamane Tiani et son gouvernement. Nous devons montrer que, comme le Colonel Assimi Goïta, comme le Capitaine Ibrahim Traoré, le Général Abdourahamane Tiani a aussi son Peuple derrière lui et qu'il peut légitimement parler et décider en son nom. L'avenir est prometteur dans l'espace AES, le Niger ne peut pas se permettre de décevoir les autres pays et ça, c'est une responsabilité individuelle de chaque patriote. Nous voulons aller de l'avant ? Restons unis derrière nos autorités ! C'est la seule solution ou nous allons encore nous perdre. Dieu nous en préserve. Bonne semaine à vous.

Probable sommet des présidents de l'AES à Niamey

La nouvelle monnaie des États du Sahel, déjà dans le pipeline



Par : Ibrahim YERO

Les ministres en charge de l'Économie et des Finances de l'Alliance des États du Sahel (AES) étaient en conclave le 25 novembre 2023 à Bamako au Mali. Ils ont statué sur des sujets ayant fait l'objet de travaux approfondis des experts des pays de l'AES (Burkina Faso, Mali et Niger) qui s'étaient réunis les 23 et 24 novembre derniers à Bamako toujours. Dans leurs conclusions, les ministres ont recommandé, entre autres, « *la mise en place d'un comité d'experts pour approfondir les réflexions sur les questions de l'union économique et monétaire* ». Ce qui dénote clairement qu'une union économique et monétaire est en gestation dans l'espace AES. D'ailleurs, la réunion des experts qui a précédé celle des ministres a discuté aussi d'un point relatif à la création d'une monnaie commune ou unique : « *financement, intégration économique, arsenal réglementaire et réformes nécessaires* », sont des questions débattues par les experts.

Si l'on prend en compte que ces derniers s'étaient réunis avant les ministres et que c'est sur la base de leurs travaux que les responsables politiques ont recommandé des réflexions sur « *l'union économique et monétaire* », l'on comprend que le projet de création d'une nouvelle monnaie est très avancé malgré le secret qui l'entoure. C'est même devenu un secret de polichinelle car



le Mali, le Faso et le Niger qui composent l'AES sont déjà dans une union économique et monétaire appelée Uemoa. Dès lors, le seul fait de vouloir mettre en place une nouvelle union du même type montre que ces pays veulent sortir du FCFA à travers lequel la France continue de coloniser ses anciennes (?) colonies d'Afrique.

Secret de polichinelle aussi au regard de la visite du gouverneur de la Bceao Jean-Claude Kassi BROU au Burkina Faso où il a été reçu par le président de la transition Ibrahim Traoré. A sa sortie d'audience, le patron de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'ouest – qui gère ou plutôt soustraite la gestion du Fcfa – a souhaité que l'Uemoa puisse « *continuer* » sa « *marche en avant* » pour « *passer le cap* » et ce, « *le plus rapidement possible* », selon ses propres termes, des sanctions contre un pays membre : le Niger. Ce qui laisse penser à une espèce de marchandage du genre « vous abandonnez votre projet de création d'une monnaie et nous allons lever les sanctions ». Juste avant cette visite de Jean-Claude Kassi Brou à Ouaga, c'est le « parrain » du Fcfa en Afrique, le président de la Côte d'Ivoire Alassane Dramane Ouattara qui s'est rendu en France pour rencontrer Emmanuel Macron. On se rappelle que lorsque la Cédéao a voulu lancer sa monnaie commune « Eco », c'est le président français qui s'était rendu en Côte d'Ivoire où avec son homologue ivoirien, ils ont saboté le projet de création



de l'Eco.

Toutes ces gesticulations ne visent qu'à dissuader les « trois pays rebelles » que sont le Niger, le Mali et le Burkina Faso à poursuivre la quête de leur souveraineté qui passe forcément par la création de leur propre monnaie à la place du Fcfa à travers lequel la France spolie les pays africains qu'elle a colonisés.

Cependant, les présidents de transition de ces trois pays n'ont pas nourri leur projet pour ensuite l'abandonner pour faire plaisir à la France et ses valets africains. La récente visite du président nigérien, le Général de Brigade Abdourahamane Tiani à Bamako et à Ouaga démontre assez éloquemment la volonté des chefs d'État de l'AES de poursuivre la dynamique entamée. Un sommet de ces dignes fils de l'Afrique serait d'ailleurs prévu dans les prochains jours à Niamey pour certainement prendre les décisions nécessaires comme l'ont recommandé les ministres des Finances et de l'Économie de l'AES. C'est du moins ce que laisse penser les invitations à venir à Niamey distribuées à tour de bras par le président du Cnsp à Bamako et à Ouaga lors de sa récente visite.

La Cédéao va se réunir le 10 décembre prochain pour statuer sur les sanctions contre le Niger. Et probablement que les chefs d'État de l'AES vont aussi se réunir à Niamey aussitôt après le sommet de la Cédéao.

Lentement mais sûrement...

Le Niger tend vers son indépendance énergétique

Par : A. Razak Harouna

Le ministre du Pétrole, des Mines et de l'Énergie s'est rendu le samedi 25 novembre 2023 à la centrale de Gorou banda. A travers cette visite Mahaman Moustapha Barke Bako s'est fixé comme objectif, la mise en œuvre de la centrale solaire de 30 mW.

Dans son allocution, le ministre de l'Énergie a tenu à féliciter les équipes techniques de la Nigelec pour leurs efforts inestimables qui ont permis d'arriver à la réalisation complète des travaux techniques et donc à la mise en exploitation de la centrale solaire.

Pour ce qui est de cette dernière, Mahaman Moustapha Barké dira que « Elle est de 30 mégawatts et c'est pratiquement 500 mille per-



sonnes qui vont être impactées par cela. L'impact s'est ressenti depuis qu'on a commencé à injecter les points de transformation. Cela a commencé vers le 15 octobre, au fur et à mesure qu'on achevait, on injectait ce qui a permis de constater le changement qualitatif ces derniers mois », a-t-il expliqué.

Le ministre Barké a aussi attiré l'attention des nigériens de ne pas s'attendre à un changement à partir d'aujourd'hui. D'après lui, le changement a déjà eu lieu ces dernières semaines. Mahaman Moustapha Barké pense que tout le monde a constaté un changement en termes de qualité de disponibilité de la Ni-

gelec. C'est donc, ça, la première étape de la solution d'urgence envisagée par les autorités.

Concernant les perspectives, l'électricien du Niger s'est voulu peu bavard en disant aux journalistes qu'ils seront informés chaque fois qu'il y'aura une nouvelle progression mais pas de promesse. « Il y'a d'autres étapes notamment la mise en route du 5ème groupe de Gorou banda qu'on va attaquer à partir de lundi prochain. L'objectif, c'est de revenir à la normale. Et cela, on va le faire pas à pas, progressivement, peut-être plus vite même qu'on ne l'imagine. Mais, on va revenir à la situation normale, y'a pas de doute là-dessus, Insha Allah, puisque on a les compétences, la volonté et le soutien des autorités », espère d'un ton rassurant le ministre de l'Énergie.

L'ÉCLOSION

L'insécurité routière

La route tue au Niger : près de 1 500 morts en 2022

Par : Safiatou Ibrahim, Stagiaire

La route tue et engendre des orphelins, des veuves et des handicaps à vie, des traumatismes souvent irréversibles. Les accidents de la route sont très fréquents au Niger. Le nombre d'accident dans notre pays devient de plus en plus élevé en l'absence d'une politique digne du nom pour lutter contre ce fléau. Rien qu'en 2021, il a été enregistré 7 543 accidents corporels qui ont fait 1 152 tués, 4 011 blessés graves et 8 071 blessés légers. Malheureusement, ces accidents augmentent chaque année. A l'occasion de la 12e Journée africaine de sécurité routière, le ministre nigérien des Transports et de l'Équipement, le colonel-major Salissou Mahaman Salissou a annoncé des chiffres préoccupants. Selon lui, au Niger, en 2022, il a été enregistré 8 561 accidents corporels dont 1 220 tués, 4 321 blessés graves et 7 558 blessés légers.

Plusieurs raisons sont à l'origine



des accidents de la circulation au Niger, selon ABDOUL KARIM, un taximan de 30 ans, « l'une des premières raisons est l'impatience car, la majorité des personnes sortent à 7h50 et veut arriver à 8h au

travail donc personne ne veut accorder la priorité à l'autre. La deuxième raison est les fils à papa qui se croit tout permis » et circulent comme bon leur semble. Cette situation inquiète la population, ABDOULAYE, un usager de la route déplore que « les usagers ne respectent pas le code de la route. Il y'a la vitesse et la conduite en état d'ivresse, de même que le mauvais état des routes contribue également à ce drame, sans oublier la délivrance du permis de conduire à des adolescents ou des gens qui n'ont jamais suivi de cours de conduite ».

L'on peut aussi déplorer l'absence de sensibilisation de la population sur la sécurité routière. Une mission dévolue à l'Agence nigérienne de sécurité routière (Aniser) qui ne s'est jamais véritablement impliquée dans la lutte contre la sécurité routière du fait de sa politisation et du manque de sens du devoir de ses responsables.

Réponse du Maire de Gangara à la publication du journal l'Écllosion N°254 du 14 Novembre 2023

- Nous informons l'opinion publique que les 10 motos ne sont pas destinés aux animateurs (comme le révèle le journal l'Écllosion) mais à tout jeune ciblé de l'espace citoyen des 10 villages d'intervention du projet PREGECON retenus sur les 13. et cela pour AGR afin d'empêcher les jeunes d'aller à l'exode.
- Nous informons aussi l'opinion publique que les 10 motos sont toutes parvenues aux 10 bénéficiaires ciblés. (Information vérifiable sur le terrain et auprès de l'animateur communal de l'ONG APBE.
- **Abdou Razak Harouna** source d'information du **Journal Ecllosion** (nouvellement sorti d'une école de presse écrite) neveu de l'animateur local du village de Gobroua le nommé Issoufou Abdou agé d'une cinquantaine d'année non éligible pour cette AGR n'était pas du tout content de ce fait. C'est pourquoi le jeune étudiant a promis d'essuyer les larmes de son neveu en utilisant ses relations avec le journal Ecllosion qui a sans vérification publiée des informations consistant à ternir mon image.
- Le journal a fait cas de Mamoudi Harouna bénéficiaire né en 1979, non Mamoudi est né en 1984 et sa sélection est motivé par son handicap physique malgré laquelle il œuvre à organiser des réunions de sensibilisation en faveur de la paix.
- Le journal a fait cas aussi du fils d'un de nos conseillers municipaux revenus d'exode de l'Algérie. Oui il a bénéficié parce qu'il a participé durant tous les 2 ans de la mise en œuvre du projet aux réunions et il est éligible en tant que citoyen et non en tant que fils d'un conseiller élu. Il remplit les critères(jeune , membre de l'espace citoyen et résidant à Garin Adoua Village d'intervention du projet) et répond aux objectifs du projet « vaincre l'oisiveté des jeunes en les empêchant d'aller en exode.)
- Pour les kits d'extraction d'huile c'est de la pure diffamation. Le village de Gobroua , village de l'enfant source de l'information du journal ne fait pas parti des 10 villages bénéficiaires de ces kits
- Tous les 10 villages ont reçu leurs kits il s'agit de : Guidan Kaoura ; Koudram Mani ; Guidan Boulou ; Konkou Bilo ; Baba Gadambo ; Gountou ; Maikalafou ; Koupkou ; Mahaka Salé et Intchilik.(Ces informations sont vérifiables au niveau des villages bénéficiaires)
- J'annexe les contacts des bénéficiaires au journal l'Écllosion pour vérification.

Le 18/11/2023

MOUSSA DADE MAIRE GANGARA

NDLR

Nos fidèles lecteurs (trices) peuvent témoigner : nous n'avons pas l'habitude de répondre à un droit de réponse lorsqu'il nous ait adressé. Mais nous ne saurions ne pas faire exception avec ce que le maire de Gangara Moussa Dadé vient de nous livrer. Nous tenons à préciser trois points contenus dans son droit de réponse. D'abord, Abdoul-razak Harouna n'est pas « un jeune étudiant » comme l'a écrit le maire, et il ne nous a pas livré des informations sur le maire Moussa. C'est un journaliste en activité qui a obtenu sa licence en journalisme après la soutenance de son mémoire de fin de cycle à l'ex Iftic, actuel Esscom. C'est lui qui a rédigé l'article querellé et l'a signé avec ses nom et prénom. Nous ne voyons pas comment cela a-t-il pu échapper à monsieur le maire s'il a bien lu ledit article.

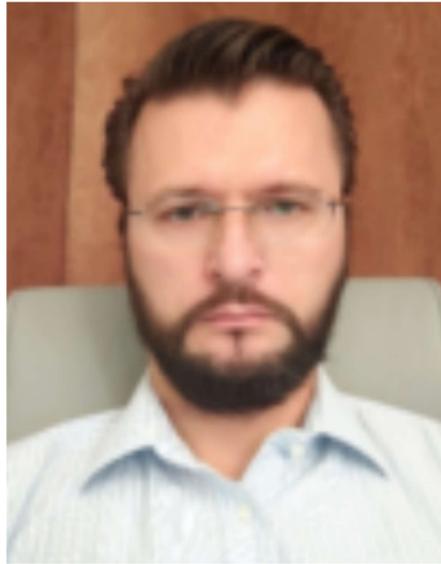
Deuxième point, dans l'article, nous avons parlé de deux affaires à savoir une affaire de 10 motos et une autre de sacs d'arachides. Moussa Dadé n'a nié aucune de ses affaires, il s'est juste contenté de donner sa version des faits (nos lecteurs en jugeront).

Troisième et dernier point, dans son droit de réponse, le maire de Gangara dit ceci : « j'annexe les contacts des bénéficiaires au journal l'Écllosion pour vérification ». Nous n'avons jamais reçu ces contacts jusqu'au moment où nous mettons sous presse.

La Rédaction

Ukraine : les véritables origines de la guerre (2^e partie)

Oleg Nesterenko est Président du Centre de Commerce et d'Industrie Européen (CCIE). Il est, entre autres, spécialiste de la Russie et ancien professeur auprès des masters des Grandes Ecoles de Commerce de Paris. Il est l'auteur de cet article que nous vous proposons de découvrir en plusieurs parties dans nos parutions. Dans une analyse sans complaisance, Oleg Nesterenko qui connaît bien les relations entre l'Europe, la Russie et les USA nous aide à comprendre les véritables enjeux de la guerre destructrice en Ukraine entretenue par les puissances occidentales au détriment du monde entier qui vit les conséquences directement ou indirectement.



Dès la prise de décision par des « alliés » sur la neutralisation de la nouvelle menace - ils ne se soucient guère du drôle de timing pour être une coïncidence aux yeux des observateurs : plus de 40 ans d'inaction face à Kadhafi, arrivé au pouvoir en 1969, et, dès qu'il expose à l'Union Africaine le projet de cette révolution monétaire - une nouvelle guerre civile orchestrée par les USA se déclenche de suite.

En ayant déjà dans le passif l'invasion criminelle et la destruction de l'Irak basées sur de grossiers mensonges prémédités que l'État américain a proférés à l'ONU en 2003 via Colin Powell sur les soi-disant armes de destruction massive détenues par Saddam Hussein, les Etats-Unis ne pouvaient plus se permettre de réutiliser la même technique et ont été obligés de diversifier la mise en place de l'invasion, afin de ne pas se mettre, une fois de plus, en position de criminels de guerre.

Soit, au moment quand ce nouveau « printemps arabe » est arrivé au point d'être écrasé par le pouvoir de l'état libyen - les américains, en restant dans l'ombre, utilisent les pays satellites et vassaux - la France, le Royaume-Uni et le Liban - pour déterrer de l'oubli une résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies contre la Libye datée de 1973 - vieille de plus de 35 ans - pour attaquer et détruire le pays. La réalisation est faite en violant même leur propre résolution nouvellement adoptée : au lieu de l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye prévue par la résolution, ce sont les bombardements directs des objectifs militaires au sol qui ont eu lieu. Ces bombardements ont été totalement illicites et en totale violation du droit international, car

ceux qui ont voté pour l'adoption de la résolution l'ont fait étant rassurés par les auteurs que l'objectif de l'action n'est que l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne protégeant les civils et nullement la défaite de Kadhafi, ni la destruction de son armée.

C'est-à-dire que les USA, sous la couverture de leurs pays-satellites, ont directement menti à l'ONU, une fois de plus, afin d'avoir une moindre base légale pour déclencher les hostilités et de faire par la suite ce qui était prévu d'avance : anéantir la nouvelle menace au dollar américain.

Que ce sont les USA et personne d'autre qui sont les réels auteurs de la destruction de la Libye en 2011 était un secret de polichinelle.

Et, à partir de la publication par WikiLeaks de la correspondance du 2 avril 2011 entre l'ancienne secrétaire d'État américaine Hillary Clinton et son conseiller Sid Blumenthal sur le sujet, le « secret » est sorti de l'ombre : Clinton était l'élément-clé de la conspiration occidentale contre le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi et, plus précisément, contre la nouvelle monnaie panafricaine - menace directe au dollar américain.

Blumenthal écrit à Clinton : « Selon les informations sensibles disponibles par cette source, le gouvernement de Kadhafi détient 143 tonnes d'or, et un montant similaire en argent... Cet or a été accumulé avant le courant de rébellion et était destiné à être utilisé pour établir une monnaie panafricaine basée sur le dinar-or libyen ».

Comme je l'ai mentionné auparavant, aucune guerre n'a jamais une seule raison pour être lancée. Dans le cas de la guerre contre Kadhafi cela a été de même : une des raisons-clés complémentaires était l'intérêt personnel de Hillary Rodham Clinton de jouer le rôle de « dame de fer » dans le milieu politique américain, en vue des futures élections présidentielles. Ceci était comme dire à son parti politique : « regardez : j'ai été capable d'écraser tout un pays. Ne doutez donc pas que je

suis bien en capacité de mener le combat électoral ». En avril 2015 elle annonce sa candidature à la présidence et, en juillet 2016, elle est officiellement désignée comme candidate du Parti démocrate.

Dans la seconde grande guerre du dollar ce n'est pas que l'avenir de la Libye, mais l'avenir de tout le continent africain qui était mis sur l'hôtel du sacrifice pour le bien-être de l'économie américaine.

Tous ceux qui essaient de mettre en danger le système monétaire américain - doivent disparaître, s'ils ne sont pas de taille à résister.

Néanmoins, si c'est un pays puissant qui est en cause et que l'on n'est pas en mesure de l'écraser directement, comme l'Irak et la Libye, ce sont des attaques indirectes multimodales d'envergure qui sont élaborées et lancées, restant toujours dans l'ombre, faisant passer l'agressé pour l'agresseur, dans le but d'affaiblir l'adversaire au point qu'il abandonne ses projets de « destitution » du dollar et soit obligé de se concentrer sur la résolution de problèmes nouvellement apparus.

Après la fin de la guerre en Ukraine - la troisième grande guerre du dollar américain, c'est inévitablement la quatrième grande guerre du dollar - la guerre de Chine - qui aura lieu et dont on ignore encore quelle forme précise elle prendra.

Ukraine : les véritables origines de la guerre

Le second des trois piliers-porteurs sous-jacents de la guerre en Ukraine est l'affaiblissement de l'économie de l'Union Européenne par le biais de la détérioration maximale des relations entre la Russie et l'Union Européenne.

Les coups d'état en Ukraine

La détérioration maximale et à long terme vise les relations entre la Russie et l'Europe, surtout avec l'Allemagne qui est le point de gravité de la puissance économique européenne, dans le but de l'affaiblissement du principal concurrent direct des Américains sur les marchés mondiaux qui n'est personne d'autre que l'Union Européenne.

J'aimerais souligner de nullement affirmer que les zones visées par les "intérêts" américains ne présentent pas un manque de démocratie ou des libertés personnelles, en particulier celles du format occidental. Mon affirmation : la présence ou l'absence de ces nobles principes ne font guère partie des raisons des agressions américaines et ne sont que des prétextes affichés les justifiant. Il existe toute

une série d'exemples plus que parlant de véritables dictatures, voir sanginaires et porteuses de législations moyenâgeuses, qui ne sont nullement dérangées par l'occident collectif gravitant autour des USA, voire même soutenues d'une manière active pour une raison simple de leur soumission à la politique étrangère américaine.

Après avoir organisé et réalisé des coups d'état sous la couverture de « révolutions de couleur » : en Yougoslavie en l'an 2000 et en Géorgie en 2003 - la révolution « orange » a été orchestrée par les USA en Ukraine, en 2004, afin d'y faire tomber le pouvoir de la droite modérée majoritairement pro-russe et d'y créer « l'anti-Russie », d'instaurer un nouveau pouvoir de l'extrême droite russophobe permettant d'y mener une politique répondant aux intérêts stratégiques américains.

Avec l'arrivée au pouvoir en Ukraine de Viktor Ianoukovytch, en 2010, et de sa politique globalement pro-russe, il était nécessaire de se débarrasser de ce dernier. En profitant des mouvements sociaux en 2014, les Etats-Unis organisent le coup d'état et remettent en place un pouvoir ultra-nationaliste foncièrement russophobe.

En parlant d'un coup d'état organisé par les USA il ne s'agit nullement d'une spéculation, mais d'un fait prouvé. Non seulement depuis le déclenchement de la guerre que nous vivons aujourd'hui plusieurs déclarations de hauts responsables américains dans ce sens ont eu lieu, mais, en revenant en 2014, nous y trouvons une preuve directe. La preuve qui est un enregistrement d'une conversation téléphonique interceptée et diffusée par les services des renseignements russes : conversation entre Victoria Nuland, sous-secrétaire d'Etat américaine pour l'Europe et l'Eurasie, et Geoffrey Ross Pyatt, l'ambassadeur américain en poste en Ukraine à l'époque. L'enregistrement dans lequel Nuland et Pyatt décident et distribuent les sièges au nouveau gouvernement ukrainien et qui accable directement les autorités américaines dans le coup d'état perpétré.

Les adversaires de la Russie auraient bien aimé mettre en doute l'authenticité de l'enregistrement, mais cela n'était guère possible, car Victoria Nuland a commis une très grave erreur : au lieu de nier en bloc la véracité de l'enregistrement dans lequel, entre autres, elle a insulté l'Union Européenne - elle a fait des excuses officielles pour les injures qu'elle a prononcé à l'encontre de l'UE et, de ce fait, a authentifié la réalité de cette conversation.

Entretien

Nouhou Boureima, opérateur économique : « on est vraiment entre 20 à 30 Milliards FCFA de perte enregistrée au niveau du port de Cotonou. »

Par : Adamou Batouré

L'Écllosion : Monsieur Nouhou Boureima, bonsoir et merci de vous prêter à nos questions. Alors, depuis les sanctions de la Cédéao et de l'Uemoa contre notre pays, les produits alimentaires ont connu une flambée de prix extraordinaire. Ce, malgré l'abattement de 25% des droits de douane, comment expliquez-vous cette situation ?

Nouhou Boureima: moi, j'ai averti dès le lendemain du coup d'État. Je sais que quand il y'a pénurie des produits ces derniers vont augmenter de prix, c'est la loi du marché. Maintenant, au lendemain, les gens ont augmenté les prix. Ça, c'est la psychose que les gens ont entretenue sur les réseaux sociaux. Ce qui fait que la demande a explosé parce que, pour se mettre à l'abri, ceux qui ont les moyens se sont rués sur les produits, les stocks ont été vite épuisés et les commerçants ont profité de la situation pour augmenter les prix parce que le stock qui est sur le marché était en train à tarir et que les commerçants ont profité de cette situation et c'est surtout ça qui a amené la flambée dont vous parlez.

En ce qui concerne la réduction de 25%, pour un intellectuel c'est beaucoup mais quand vous prenez 25% sur le sac de riz ça ne représente que 200F peut-être même moins que ça. Il faut que les gens se comprennent, parce que ça ne présente absolument rien. Or, il suffit de créer les conditions pour que les produits rentrent massivement. Et quand les produits vont rentrer et qu'il y'a mévente le commerçant est obligé de vendre même à perte. Et c'est ce que le gouvernement n'a donc pas fait.

Mais alors, pourquoi les produits n'entrent pas comme avant ?

Ce qui a causé le problème de l'inflation sur tous les produits, c'est au niveau du port de Cotonou. Les marchandises sont restées au port et chaque jour on ne fait que payer des surestaries, des frais de port supplémentaires à payer, etc., c'est



ce qui a aggravé la situation. Par exemple, nous payons chaque jour 133 à 140 000 FCFA par container, imaginez si votre container fait 2 mois ça va vous coûter entre 7 à 8 millions pour un container. Il y'a des gens que leur container ont pris tellement de frais supplémentaires qu'ils préfèrent même renoncer à leur marchandise. C'est ce que beaucoup ne savent pas.

Le deuxième problème, c'est l'insécurité au niveau du Burkina Faso. Quand tu charges à Cotonou, c'est vrai au début ils ont fermé leur port mais ils ont constaté que ça ne les arrange pas ils ont ouvert leur port pour dire d'aller contourner vers Lomé et de Lomé on traverse le Burkina Faso pour arriver à Niamey. C'est des frais supplémentaires certes mais si on avait su gérer les frais au port en enlevant nos produits plus rapidement, on allait faire beaucoup d'économies. Parce que si on fait une évaluation je ne peux pas vous donner le chiffre exact mais je sais on est vraiment entre 20 à 30 Milliards de perte enregistrée au niveau du port de Cotonou. Donc c'est surtout ça. En quittant les ports de Cotonou ou Lomé pour venir à Kaya au Burkina Faso, impossible de continuer à cause de l'insécurité. Il faut attendre l'escorte militaire organisé une fois par mois par le Burkina Faso pour ravitailler la zone de Dori d'où nos militaires prennent le relais jusqu'à Niamey. Et compte tenu des défis auxquels il fait lui-même face, ce pays frère ne peut pas organiser une escorte pour le Niger chaque semaine donc nous profitons de l'escorte de Dori. C'est ce qui fait que nos marchandises durent plus longtemps en route et ça créé des pénuries et

donc l'inflation.

Mais puisque le problème est déjà connu, qu'est-ce qui empêche de lui trouver une solution ?

Nous, on a proposé que les opérateurs économiques payent 100 000 FCFA par camion pour l'escorte : 50 000f pour le Burkina Faso et 50 000f pour le Niger. Ainsi, on aurait pu avoir une à deux escortes par semaine. On est parti même au-delà de 100 000f en proposant que chaque camion qui entre paie 250 000f pour la caisse du Fonds de solidarité pour la sauvegarde de la patrie. On est même parti voir les camionneurs qui ont accepté de débloquer 20 000f par camion. Ce qui fait 370 000f et si vous calculez sur un camion de riz par exemple, l'incidence au niveau du sac de riz ne dépasse pas 200f. Et, ce n'est rien de payer 200f par sac pour faire baisser le prix.

Mais pourquoi votre proposition n'a-t-elle pas été acceptée et mise en œuvre tout ce temps ?

Pour le gouvernement c'est une question souveraineté. Il estime que ce n'est pas à nous de contribuer pour faire les escortes, parce que c'est une question de sécurité donc c'est l'État qui doit la prendre en charge. Moi je m'inscris en faux. L'État c'est qui ? L'État c'est nous commerçants, c'est nous paysans, c'est tout le monde, pas seulement les militaires.

Mais les commerçants commencent à comprendre qu'ils sont obligés d'aller sur cette proposition parce que ce qu'ils perdent au niveau du port est plus important que ça. Au début, ils n'étaient pas pour mais chemin faisant, ils ont vu que

ce qu'on n'est en train de perdre au niveau des ports c'est 3 fois plus que ce j'avais proposé. C'est pourquoi, maintenant, ils disent qu'il vaut mieux aller dans cette logique que de continuer à perdre beaucoup d'argent. Jusqu'à présent moi j'ai des camions qui sont restés à Dori. Ils ne sont même pas partis d'abord au port. Imaginez ! ils vont partir quand, pour revenir quand ? je ne sais pas. Les produits sont en train d'augmenter de coûts.

Cette situation a mis en évidence la très forte dépendance alimentaire de notre pays vis-à-vis de l'extérieur, selon vous, est-il possible d'atteindre l'autosuffisance alimentaire ?

En ce qui concerne l'autosuffisance alimentaire c'est un peu compliqué mais c'est possible. Par exemple, le riz produit au Niger, c'est la politique de commercialisation qui est défailante. On ne peut pas produire ce qu'on appelle « riz du Niger » au Niger alors qu'il n'est même pas connu sur le marché local. Les commerçants ne connaissent même pas le riz sur le marché. Le riz du Niger n'est pas suffisant pour couvrir les besoins, c'est vrai, mais on ne peut pas se limiter à des kiosques pour vendre le riz du Niger. Pour tester la valeur d'un produit il faut le mettre sur le marché, sans quoi ça ne marchera pas. Si le riz du Niger était connu par les commerçants, ils allaient déposer leur argent au niveau de l'usine. Prenons l'exemple le riz paddy qu'on achetait à 12 000f, il a fallu que le Nigeria ferme sa frontière pour que ça se vende à 16 000f au niveau des paysans. Ça veut dire que si on avait ouvert le riz du Niger sur le marché on aura une forte consommation, quand il y'a une forte consommation, les gens vont acheter un peu plus cher. Ça veut dire que le riz va s'acheter chez les producteurs, plus cher, ce qui va permettre au producteur de se retrouver et produire davantage. C'est aussi simple que ça !

Monsieur Nouhou Boureima, merci.

Suspension des salaires dans certaines institutions

La misère gagne les familles

Par : Ibrahim YERO

Depuis la suspension de la Constitution de la 7^e république par le Conseil national pour sauvegarde de la patrie (Cnsp), plusieurs institutions se sont retrouvées dans une situation incertaine. Si certaines ont été carrément supprimées de l'architecture institutionnelle de la transition en cours, d'autres sont maintenues, leurs premiers responsables limogés et leurs exécutifs doivent évacuer les instances en attendant l'installation des nouvelles directions. C'est le cas de la Cour des comptes, du Conseil supérieur de la communication (Csc), de la Commission nationale des droits humains (Cndh), entre autres, qui devront prendre de nouvelles dénominations comme l'Observatoire national de la communication pour le Csc et l'Observatoire national des droits de l'Homme et des libertés fondamentales pour la Cndh. Jusque-là aucun problème tout se passe dans l'ordre normal des choses. Mais les problèmes vont surgir avec la suspension des salaires constatée à la fin du mois d'octobre dans les institutions concernées.

Selon nos sources, les agents de la Cour des comptes, du Csc, de la Cndh et bien d'autres n'ont pas perçu leurs salaires d'octobre et de novembre aussi dont les virements ont déjà débutés dans les banques. Le problème est aussi que la suspension des salaires est faite sans

discernement alors que les institutions n'ont pas le même statut et même à l'intérieur d'une institution les agents n'ont pas non plus le même statut. Par exemple, les personnels de l'Assemblée nationale et de la Cour d'Etat ont des statuts autonomes tandis que ceux de la Cndh et du Csc sont liés au statut général de la fonction publique.

Pour le cas du Csc, il dispose de 35 agents dont 12 sont recrutés par fonction publique pour le compte du Csc, 1 parmi eux était déjà en détachement ailleurs, il reste donc 11 auxquels il faut ajouter 4 agents de l'administration publique détachés au Csc et 20 agents contractuels disposants tous d'un CDI (Contrat à durée indéterminé) avec la fonction publique. Tous ces 35 agents sans discernement ont vu leurs salaires suspendus même si, selon nos informations, les salaires des 15 agents de la fonction publique seront rétablis.

C'est une situation similaire à la Cndh aussi où le salaire d'octobre n'est pas payé parce qu'il est aussi suspendu. Cette institution dispose de 23 agents propres à elle c'est-à-dire recrutés par la Cndh à travers un concours. Le reste du personnel est venue de l'administration publique.

Le personnel de la Cour des comptes a un statut autonome. Les cadres sont au nombre de 95 et avec les auxiliaires, c'est une centaine d'agents qui y travaille. Tous ont vu leurs salaires coupés également. Là, le problème est encore

plus profond puisque le personnel en place à une expérience inférieure ou égale à 13 ans selon les agents. Aussi, la Cour des comptes travaille déjà sur son rapport 2023 qu'elle doit rendre publique en début 2024. Si malgré son statut autonome, les agents sont mis dehors, la nouvelle équipe aura sans doute beaucoup de mal à s'imprégner des enquêtes déjà menées et des dossiers déjà ficelés.

Un coup social élevé

Au-delà de tout, la suspension des salaires dans différentes institutions a créé un véritable désarroi dans certaines familles. L'on imagine facilement le sort de la (ou les) femme et les enfants d'un auxiliaire sans salaire depuis 2 mois déjà. Le loyer à payer, la popote à assurer, la récréation des enfants bref beaucoup de « dépenses de souveraineté » à faire dans un contexte de cherté de la vie et de pauvreté endémique où il est difficile de trouver un proche en mesure d'aider tant quasiment tout le monde est dans le besoin. Il y'en a aussi qui ont des engagements à l'image des femmes avec leurs tontines (foyadis) et qui se retrouvent du jour au lendemain sans salaire donc dans l'impossibilité d'honorer leurs engagements malgré elles. Que dire d'autre des travailleurs qui se sont endettés auprès de leurs banques et qui doivent payer des pénalités pour une situation indépendante de leur volonté. Ils n'ont pas pu bénéficier du préavis de

trois mois prévu pour la rupture d'un contrat afin de se préparer en conséquence et n'ont plus que leurs yeux pour pleurer.

Avec ces suspensions de salaires, nombre de famille pataugent dans la misère manquant souvent de grains à se mettre sous la dent. Dans le même temps, des maires dont la plupart pourrait être présumée coupable de détournements de deniers publics sont maintenus à leurs postes malgré tout. Mais, selon les informations en notre possession, le cabinet du Premier ministre est saisi de cette affaire et l'espoir d'une solution imminente est permis. Il faut juste que le Cnsp ne perde pas de vue que dernière chaque travailleur (se), il y'a toute une famille et souvent des orphelins à nourrir. Quoi qu'il en soit, l'embargo inhumaine de la Cédéao ne doit pas faire perdre de vue la survie des familles.

L'ÉCLOSION

Siège social : quartier Dan Gao, dans la rue en face du bar Canon à 200 mètres

Email : leclousionniger@yahoo.com

Fondateur / Directeur de publication

Ibrahim A. YERO

Tel : 90 06 78 46

Service commercial

96 27 01 96

Conception & Presse

L'ÉCLOSION

Tirage
1000 exemplaires